

## CE MONDE QUI BOUGE

## Mugabe et ses petits frères africains

Au Zimbabwe, après le 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle du 29 mars à l'issue duquel le leader du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Morgan Tsvangirai, était arrivé en tête (47,9%) devant Robert Mugabe (43,2%), le président sortant, qui postulait pour un sixième mandat, il a fallu cinq semaines pour publier les résultats des urnes. Mais pour le second tour de ce scrutin présidentiel, qui a eu lieu le 27 juin, il aura fallu moins de quarante-huit heures pour proclamer la victoire de l'autocrate du Zimbabwe. A voir le score massif obtenu (90,2%), Robert Mugabe, 84 ans, aurait donc réussi en l'espace de trois mois à retourner en sa faveur l'écrasante majorité des électeurs !

Il faut savoir qu'à l'issue du 1<sup>er</sup> tour, le président Mugabe avait qualifié de «vraiment désastreux» les résultats du scrutin avant de s'engager à y remédier. Pour ce faire, et afin de se maintenir au pouvoir, il n'a lésiné sur aucun moyen. Le second tour, qui devait avoir lieu 21 jours après la proclamation des résultats du 1<sup>er</sup> tour, a été fixé au 27 juin, soit trois mois après. Un temps qui a permis au parti au pouvoir du président Mugabe, le ZANU-PF ( Union nationale africaine du Zimbabwe, Front patriotique), de déployer tout son savoir-faire répressif pour créer les conditions d'un parfait hold-up électoral.

Son opposant Morgan Tsvangirai, 52 ans, a eu droit à un traitement de faveur : aux interdictions régulières de ses meetings s'ajoutaient les multiples interpellations avec conduite au poste de police pour divers motifs, l'essentiel étant de saborder sa campagne électorale. En direction des responsables et militants de son parti, voire des électeurs suspects de sympathie envers sa candidature, le ZANU-PF a instauré un véritable climat de terreur : plusieurs centaines d'arrestations, plus de 70 assassinats par balle ou par arme blanche, tabassages en règle envers les sympathisants du parti, voire de simples électeurs. Au point où des dizaines de milliers de citoyens de ce pays ont choisi de se réfugier en Afrique du Sud voisine pour échapper à leurs bourreaux. Et est arrivé ce qui devait arriver : le candidat de l'opposition a fini par jeter l'éponge et par crainte des menaces de mort proférées à son encontre, il s'est réfugié à l'ambassade des Pays-Bas. C'est ainsi que Robert Mugabe s'est retrouvé dans une posture de candidat unique à sa propre succession. A peine élu et juste après avoir prêté serment, Robert Mugabe s'est immédiatement rendu au Caire pour prendre part au sommet de l'Union africaine (UA) afin d'étréner son sixième mandat. Au sein de cette organisation, il sait qu'il ne peut craindre la moindre protestation. Une partie des chefs d'Etat africain sont soit des potentats, soit des présidents à vie, soit des gens qui sont parvenus au pouvoir en truquant les urnes. Tout ce beau monde ne veut pas créer un précédent en qualifiant d'illégitime la réélection de Mugabe. Certes, il y a des exceptions – l'Afrique du Sud, le Mali, le Ghana, la Mauritanie et, à un degré moindre, le Sénégal – mais elles constituent une minorité. Dans cette UA où prime la solidarité entre chefs d'Etat, les appels des opposants zimbabwéens à ne pas légitimer Mugabe, auront-ils des chances d'être entendus ? Peut-être, mais Mugabe ne sera pas mis au ban de l'Afrique. Face aux pressions occidentales, les Etats membres de l'UA ont fait front en présentant une façade unie de refus des sanctions et des condamnations ! L'UA a donc décidé, non pas de mettre Mugabe sur la touche, mais de préconiser une solution mi-figue mi-raisin, consistant à prôner le partage du pouvoir entre lui et son opposition. Quant à son porte-parole, George Charamba, il a peut-être prononcé la phrase de trop quand il a invité les Occidentaux à aller «se faire pendre» !

H. Z.

Par Hassane Zerrouky



## BENBOUZID À PROPOS DES SUJETS D'ANGLAIS DU BAC

## 11 % des élèves «se sont trompés»

*11% des candidats au bac se sont trompés sur le sujet d'anglais. Même si ce chiffre peut paraître insignifiant, il n'en demeure pas moins que la responsabilité de l'Office national des concours et examens n'est pas à écarter, surtout lorsqu'on convertit le pourcentage en chiffres et qui nous donne près des 60 000 candidats qui ne se sont pas rendus compte de cette erreur, combien technique.*

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir) - Répondant aux inquiétudes des candidats et de leurs parents sur cette question, le ministre de l'Education nationale, M. Boubekur Benbouzid, rencontré hier aux 3<sup>es</sup> olympiades des métiers qui se déroulent à la Safex, dira que «des mesures ont été prises et que le barème de correction a été adapté pour cette catégorie de candidats, avec beaucoup de souplesse et d'équité pour que les efforts de tout un chacun soient valorisés». Le ministre rejette sans contro-

verse toute idée de revenir sur ses décisions concernant le rachat dans tous les examens, que ce soit le BEM ou le baccalauréat. Il répond directement au président du Syndicat national des travailleurs de l'éducation, M. Abdelkader Boudjenah, qui l'a sollicité pour le rachat des recalés du BEM qui ont obtenu entre 9 et 10 de moyenne. «Il n'est pas question de faire marche arrière. Je ne suis pas contre ceux qui font du syndicalisme, mais il est inadmissible que des personnes fassent du syndica-

lisme pédagogique. On ne l'accepte pas», insiste le ministre qui n'écartera pas la possibilité d'estimer en justice les responsables de ce syndicat s'ils continuent leur agitation. «Les examens ne sont pas politiques», réaffirme-t-il. Le ministre se refuse, par ailleurs, à tout commentaire sur les résultats du bac qui, dit-il, seront affichés entre le 9 et le 10 juillet. Abordant la rentrée scolaire, notamment au niveau de l'enseignement moyen qui enregistrera, selon ses propos, «un tsunami d'élèves», le ministre soulignera que des moyens énormes ont été mis en place pour gérer au mieux cette situation. Toutefois, il ne se fait pas d'illusions quant à la survenue de perturbations au sein des établissements du cycle moyen, malgré la réception prochaine de 420

CEM et 5 000 nouvelles classes. «Nous allons être confrontés à des classes surchargées, accueillant jusqu'à 40 élèves», dit-il, en précisant que cette situation s'améliorera au fur et à mesure de la réception de la totalité des 1 000 établissements en construction sur le territoire national. «D'ici deux années, tout ira pour le mieux», atteste-t-il encore. Sera-t-il de même pour l'encadrement où le ministère de l'Education nationale continuera à fonctionner avec un grand nombre de vacataires. Selon le premier responsable du secteur, 26 000 postes budgétaires seront ouverts d'ici la rentrée scolaire dans tous les paliers. Plusieurs sessions de concours de recrutement seront organisées d'ici la fin du mois en cours.

R. M.

## L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

## Instrument fiable de défense économique face à la mondialisation

Intelligence économique et défense économique, deux thèmes majeurs qui ont occupé l'actualité nationale ces derniers jours. La question nodale qui se pose pour notre pays consiste à comment faire fonctionner l'intelligence économique au niveau étatique pour garantir une meilleure défense économique, voire la sécurité alimentaire, dans un contexte de mondialisation. Par conséquent, rendre notre pays invulnérable à toute instabilité économique chronique, susceptible de détruire l'ossature de l'Etat.

La mondialisation induit pour notre pays la restructuration des entreprises et des systèmes productifs, et ce, par l'intensification de la concurrence qui les met sous haute pression. Ce qui implique un phénomène de concentration des entreprises, la régionalisation des économies des Etats-nations, voire la restructuration organisationnelle de ces derniers selon la doctrine de l'économie libérale. L'intelligence économique (IE) étant l'organisation de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion de l'information utile en vue de son optimale exploitation par les acteurs économiques. Cet effort d'organisation de recherche d'informations stratégiques implique la coordination de l'action à tous les niveaux de l'activité économique.

De l'unité de base (entreprise), en passant à des niveaux intermédiaires (secteur d'activité), jusqu'aux niveaux national (Etat) et international (groupe des Etats-nations). Ce système de structuration de l'intelligence économique a pour objectif stratégique de surveiller l'environnement de toute l'activité économique afin d'anticiper les événements (opportunités) et de réduire les risques (menaces) liés à l'incertitude. Le colloque international organisé ces derniers jours à l'hôtel Sheraton Club des Pins sur «la gouvernance des institutions et l'intelligence économique» a confirmé la dimen-

sion stratégique de l'IE. Parmi les recommandations des éminents experts en la matière présents, la mise en place d'un haut-commissariat auprès du chef du gouvernement chargé de l'IE, la mise en place de son système informationnel et la formation de ses formateurs en élaborant une loi-cadre la définissant, une réglementation spécifique régulant son activité et une charte de déontologie écartant tout espionnage à travers l'information recherchée. D'autant que les participants ont quasiment insisté sur le caractère algéro-algérien de l'IE, permettant une indépendance totale dans ce domaine.

Toutefois, prévoir les menaces et les opportunités qui émanent de l'environnement de l'entreprise, assurer sa protection et sa bonne gouvernance, tributaire de la fiabilité et de la crédibilité de l'information récoltée d'une part, d'autre part, de sa large diffusion et de son optimale exploitation dans l'entreprise. La dynamique qui consiste à organiser la recherche de l'information utile au niveau national, via les réseaux informationnels entre entreprises et institutions de l'Etat, et ce, en coordination avec un réseau informationnel extérieur, constitué d'entreprises et institutions nationales opérant à l'international.

Etant hautement susceptible de protéger l'économie nationale d'imminentes crises économiques internes, de la prémunir des éventuels bouleversements de l'économie mondiale, voire l'efficacité fonctionnelle et opérationnelle de l'IE d'un Etat, permet à celui-ci de se doter d'une défense économique fiable, lui garantissant autant son immunité que son existence elle-même. L'histoire récente de l'Algérie confirme le caractère stratégique de l'IE.

Le choc pétrolier de 1986 et ses répercussions désastreuses avaient mis l'Algérie dans une situation de

Par Berdous Rachid\*

plein cessation de paiement, qui avait failli emporter l'Etat national. D'où l'impératif d'un accord avec le FMI portant rééchelonnement de la dette extérieure. En contrepartie d'une thérapie de choc administrée par ce dernier (plan d'ajustement structurel), qui bouleversait autant le schéma institutionnel que la législation du pays. Les quatrième journées d'étude parlementaire sur la défense nationale, organisées récemment par le Conseil de la nation, portant pour thème générique «la défense économique», ont mis en exergue le caractère éminemment stratégique de cette dernière.

Participant à ces journées, des hauts cadres de l'armée, de la gendarmerie nationale, des cadres du ministère de la Défense nationale, des sénateurs, des députés et autres experts de la question, ces derniers ont mis en évidence la corrélation existant entre défense nationale et défense économique. La première ne peut aucunement se construire et se réaliser sans au préalable la construction et la réalisation de la seconde. La cellule de l'IE, constituée de réseaux informationnels de tous les domaines de l'activité économique, est un système national d'information fiable, permettant la collecte, l'analyse et la diffusion de l'information stratégique et permet à l'Etat et aux entreprises d'anticiper et de mettre en œuvre un dispositif économique-institutionnel performant, en adéquation avec l'orientation de l'économie mondiale et aux implications de la mondialisation.

Désormais, le projet portant réforme des structures et des missions de l'Etat doit impérativement inclure l'institutionnalisation de l'IE, en la rattachant aux hautes structures de l'Etat.

B. R.

\*Professeur à l'Institut international de management